



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединённых Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الأمم المتحدة  
للزراعة

F

# CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

**Trente-troisième session**

**Santiago (Chili), 6-9 mai 2014**

**Renforcement de la coopération Sud-Sud pour l'alimentation et  
l'agriculture dans la région Amérique latine et Caraïbes**

## I. Résumé

1. La région Amérique latine et Caraïbes est l'une des régions qui a le plus progressé dans la promotion de la coopération Sud-Sud, un mécanisme qui a pour vocation de favoriser l'échange de solutions de développement pour relever les défis rencontrés à l'échelle mondiale, régionale, sous-régionale et nationale. La coopération Sud-Sud s'est avérée être, à son tour, un instrument d'intégration régionale, car elle a permis de tirer parti des complémentarités entre pays et sous-régions. Dans leurs plans d'actions respectifs, les Sommets de la CELAC (La Havane, 2014) et d'ALBA-TCP Petrocaribe ont désigné la coopération Sud-Sud comme l'un des principaux instruments susceptibles de contribuer à la réduction des asymétries régionales et des écarts de développement, à la promotion du développement durable et de partenariats innovants par une meilleure intégration des organismes de coopération existants, au niveau régional et sous-régional et à la concertation de positions et de programmes communs au sein des instances et organismes internationaux.

2. Dans l'ensemble, la région affiche des progrès importants en matière de réduction de la pauvreté extrême, de la dénutrition et de la faim. Ce résultat est dû, dans une large mesure, à la mise en œuvre d'un train de mesures complexes de la part des États et à un fort engagement politique, mais des efforts sont encore nécessaires pour que certains pays arrivent à réaliser les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et les objectifs du Millénaire pour le développement. Le nouveau cadre stratégique de la FAO, fondé sur cinq objectifs de travail, et la Stratégie révisée de coopération Sud-Sud permettront à l'Organisation de mettre ses avantages comparatifs à la disposition des pays de la région, pour leur permettre de capitaliser sur les expériences accumulées – qu'ils soient prestataires ou demandeurs – et de renforcer les capacités des pays, en vue de stimuler durablement leurs processus de développement et de consolider les efforts en cours.

*Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)*



mk076f

## II. La coopération Sud-Sud dans la région Amérique latine et Caraïbes

3. De l'avis général, le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement est un tournant pour l'Amérique latine et les Caraïbes puisqu'il souligne le caractère horizontal de la coopération face à la verticalité de l'aide officielle au développement. Il affirme également que les pays en développement ont les capacités voulues pour créer, acquérir, adapter, transférer et partager des connaissances et des expériences dans leur intérêt mutuel.

4. Dans la région, la coopération Sud-Sud a été précieuse pour la recherche de solutions aux grands défis mondiaux, comme la crise énergétique et la crise alimentaire, le changement climatique et les pandémies qui ont incité les pays du Sud à mieux coordonner leurs efforts au sein d'instances interrégionales, régionale et sous-régionales. La coopération Sud-Sud commence à jouer un rôle de premier plan au moment où émergent des dynamiques favorables à la construction d'identités et d'espaces régionaux qui transcendent la notion l'intégration telle qu'elle était comprise jusqu'à présent.

5. Par les politiques et programmes qu'ils ont mis en œuvre, et par leurs initiatives et processus institutionnels, plusieurs pays de la région ont remporté des succès tangibles dans la lutte contre la faim, la pauvreté et la malnutrition. Grâce à ces expériences, ils sont en mesure d'appuyer les efforts déployés par d'autres États pour réaliser les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et les objectifs du Millénaire pour le développement (ODM).

### La coopération Sud-Sud, un outil qui favorise l'intégration régionale

6. La coopération Sud-Sud est un vaste concept qui offre un éventail de modalités de collaboration entre les pays en développement pour leur permettre d'unir leurs efforts contre des défis communs. Les savoirs, les expériences, les bonnes pratiques, les politiques, les technologies et les connaissances techniques accumulés dans la région Amérique latine et Caraïbes constituent de puissants biens publics qu'il convient de partager pour lutter efficacement contre la faim.

7. La coopération Sud-Sud est de plus en plus répandue dans le monde. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, les pays à revenu intermédiaire contribuent de façon croissante à la coopération. Ils stimulent ainsi la modification de l'architecture du développement régional et s'efforcent ensemble de créer des conditions favorisant un programme de développement plus inclusif et efficace, susceptible de toucher tous les secteurs. Au cours de ces dix dernières années, des pays comme l'Argentine, le Brésil, Cuba, le Chili, la Colombie, le Mexique et le Venezuela ont renforcé leurs flux coopération Sud-Sud à l'échelle régionale.

8. Pour la plupart des pays de la région, la coopération Sud-Sud est une action à caractère institutionnel, en vertu de laquelle des organismes étatiques offrent des biens publics et une assistance technique. Certains pays complètent cette aide par des ressources financières; dans d'autres cas, ils interviennent financièrement pour permettre à des pays moins nantis d'offrir leurs services techniques à des pays tiers.

9. L'existence de différents cadres d'intégration régionale (CELAC, ALBA Petrocaribe)<sup>1</sup> et sous-régionale (ALADI, CARICOM, MERCOSUR, SICA et UNASUR)<sup>2</sup> reflète la diversité économique, sociale, politique, culturelle et naturelle de ce continent. Ces processus, qui ont progressé en parallèle et à des rythmes différents, partagent un objectif commun, qui est d'intensifier le dialogue et la coordination dans le but de parfaire l'intégration et d'affronter ensemble les problèmes liés au développement.

10. Dans ces processus, la coopération Sud-Sud joue un rôle important comme outil d'intégration régionale. Elle permet en effet de consolider les relations entre les pays de la région en misant sur

---

<sup>1</sup> CELAC: Communauté des États latino-américains et caribéens. ALBA: Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique.

<sup>2</sup> ALADI: Association latino-américaine d'intégration, CAN: Communauté Andine, CARICOM: Communauté caribéenne, MERCOSUR: Marché commun du Sud, SICA: Système d'intégration centraméricaine, UNASUR: Union des nations sud-américaines.

leurs complémentarités, du point de vue des capacités de coopération et des besoins en matière de développement.

11. Cependant, les questions économiques ne sont pas les seules à motiver l'intégration régionale. La lutte contre la faim est elle aussi un thème fédérateur: depuis 2005, les pays se sont engagés à éradiquer la faim dans la région dans le contexte de l'initiative «L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim en 2025»<sup>3</sup>. Cette initiative a contribué à encourager l'échange Sud-Sud entre les différents pays, au niveau des organismes de l'appareil exécutif et législatif, des autorités locales et régionales tant pour les questions techniques qu'en matière de politiques.

12. À l'heure actuelle, un nouvel élan en faveur d'une intégration et en faveur de l'évolution de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans la région est souhaité. La Déclaration de la CELAC en 2013<sup>4</sup>, qui est à l'origine de la création du Groupe de travail sur la coopération internationale, a insisté sur l'importance de la coopération traditionnelle Nord-Sud et lancé un appel aux institutions financières internationales afin qu'elles favorisent l'alignement de la coopération sur les priorités des pays. Ce Groupe de travail a pour priorité d'élaborer une politique régionale de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire qui reflète l'identité de la région, de contribuer à réduire les asymétries intrarégionales, d'encourager le développement durable et d'assurer la compatibilité avec les instances de coopération existantes.

### **La coopération Sud-Sud triangulaire suscite un intérêt croissant dans la région et au-delà**

13. La plupart des accords de coopération Sud-Sud sont de nature bilatérale, mais la coopération Sud-Sud triangulaire, caractérisée par la présence d'un troisième partenaire – donateur traditionnel, économie émergente ou organisation multilatérale – est de plus en plus fréquente.

14. Le dernier rapport sur la coopération Sud-Sud en Ibéro-Amérique (2012)<sup>5</sup>, élaboré par le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB)<sup>6</sup>, montre qu'en 2011, le nombre de projets et d'initiatives relevant de la coopération Sud-Sud bilatérale dans la région s'est maintenu dans une fourchette de 800 à 850, tandis que les opérations de coopération Sud-Sud triangulaire ont doublé pendant la même année, par rapport aux données de 2010 (passant de 82 à 144), ce qui montre l'intérêt, mais aussi la portée, le potentiel et les avantages d'une participation ouverte à un plus grand nombre de partenaires.

15. La coopération Sud-Sud triangulaire s'affirme donc comme un nouvel outil susceptible de créer des synergies entre les différentes traditions de coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de tirer parti des capacités et des avantages comparatifs des différents acteurs concernés, ainsi que des ressources qu'ils peuvent apporter. Des pays comme l'Allemagne, l'Espagne<sup>7</sup> et le Japon contribuent aussi à la multiplication des initiatives de coopération Sud-Sud triangulaire; d'autres partenaires extérieurs à la région, notamment la Chine, explorent de nouvelles modalités pour intensifier la participation des pays de la région à la coopération Sud-Sud régionale et extrarégionale.

16. En tout état de cause, la portée des actions de coopération a pu être étendue grâce à la diversification des acteurs et des modalités de contribution, ainsi qu'à la répartition des responsabilités en matière de planification, d'assistance technique, de financement, de suivi et d'évaluation.

---

<sup>3</sup> En outre, les pays ont choisi à titre individuel d'intégrer et d'appuyer l'initiative «L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim en 2025» en participant au Groupe Amérique latine et Caraïbes des Nations Unies (GRULAC), au sein duquel les États peuvent dialoguer et trouver un accord sur des thèmes divers et qui, depuis 2006, suit leurs efforts dans ce domaine; ils sont également actifs au sein du Groupe de Travail 2025 (GT2025), qui assure un suivi régulier de cette initiative.

<sup>4</sup> Déclaration de Santiago, promulguée par le premier Sommet de la CELAC à Santiago (Chili) en janvier 2013.

<sup>5</sup> Il n'existe pas de données spécifiques permettant de quantifier l'ampleur de la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture à l'échelle de la région.

<sup>6</sup> Pendant le dix-septième Sommet ibéro-américain qui s'est tenu à Santiago (Chili) en 2007, les chefs d'États et de gouvernements ont demandé que soit rédigé chaque année un rapport sur la coopération Sud-Sud. Le SEGIB, à travers le Programme ibéro-américain pour le renforcement de la coopération Sud-Sud, contribue à l'établissement de ce rapport.

<sup>7</sup> Depuis 2005, l'Espagne a été un partenaire important dans la coopération Sud-Sud triangulaire: ce pays a promu différentes initiatives avec la participation de l'Argentine, du Mexique, du Brésil, du Chili, de l'Amérique centrale, de Haïti, du Paraguay et de la Bolivie. Toujours dans la région, d'autres initiatives de coopération Sud-Sud ont été soutenues par le Fonds Espagne-FAO.

### III. Quelle est l'utilité de la coopération Sud-Sud dans la région?

17. Combinée à d'autres mesures, la coopération Sud-Sud peut être un instrument précieux à l'appui des efforts et des enjeux nationaux et régionaux, en particulier pour:

#### **Progresser dans l'éradication de la faim: un engagement pour tous**

18. Comme indiqué dans la publication «Panorama de la Seguridad Alimentaria Nutricional en América Latina y el Caribe», la croissance économique de la région est restée positive au cours de ces dernières années – de même que la courbe des prestations de protection sociale – tandis que les économies des pays industrialisés connaissent la crise et, en général, des taux de croissance peu élevés.

19. Les progrès réalisés par la région par rapport à la cible du premier objectif du Millénaire pour le développement, qui est de réduire de moitié la proportion des personnes qui souffrent de la faim entre 1990 et 2015, sont un motif d'optimisme: en redoublant d'efforts tout en préservant les acquis socio-économiques, on peut envisager que la génération actuelle de la population d'Amérique latine et des Caraïbes sera la première dans l'histoire de ce continent à s'affranchir de la faim et de la dénutrition.

20. Ce défi exige d'approfondir et d'accélérer les transformations structurelles en matière de redistribution des revenus et, parallèlement, d'affiner au maximum les politiques sectorielles et à court terme qui contribuent à diminuer la pauvreté et à éradiquer la faim dans la région.

21. Les divers organismes d'intégration régionale et sous-régionale ont officialisé leur engagement à l'égard de l'éradication de la faim: récemment, le sommet extraordinaire de ALBA-Petocaribe (en décembre 2013) a approuvé un plan d'action pour l'éradication de la faim et de la pauvreté, le Plan «Hugo Chaves Frias»; le dernier sommet de la CELAC (en janvier 2014) a demandé l'assistance de la FAO pour formuler, conjointement à la CEPALC et à l'ALADI, une proposition de plan pour la sécurité alimentaire et la nutrition et pour l'éradication de la faim.

22. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire continueront de contribuer de manière importante aux engagements et aux efforts des pays et des divers organismes d'intégration pour la lutte contre la faim. De même, il existe de nouvelles possibilités de coopération Sud-Sud avec d'autres régions du monde, surtout l'Afrique, avec lesquelles la région Amérique latine et Caraïbes pourrait mettre en commun ses expériences, les processus entrepris pour relever cet important défi et les succès remportés.

#### **L'agriculture familiale et le développement rural**

23. L'agriculture familiale joue un rôle fondamental dans l'approvisionnement alimentaire de la région. En moyenne, les exploitations appartenant aux petits agriculteurs et agricultrices fournissent à elles seules plus de 80 pour cent des denrées alimentaires consommées dans les pays de la région et représentent 30 à 40 pour cent du PIB agricole régional. Par ailleurs, l'agriculture familiale stimule l'emploi dans les zones rurales, qui abritent les foyers de pauvreté et d'insécurité alimentaire les plus difficiles à vaincre.

24. L'accroissement de l'approvisionnement local en denrées alimentaires à un prix abordable repose sur l'énorme potentiel de l'agriculture familiale mais les difficultés et restrictions auxquelles elle se heurte la pénalisent, surtout par rapport à l'agriculture de rente fortement mécanisée et tournée vers l'exportation.

25. L'Année internationale de l'agriculture familiale 2014 est une occasion pour accroître la visibilité de l'agriculture familiale et alerter l'opinion mondiale quant à son rôle capital dans le combat pour éradiquer la faim. La coopération Sud-Sud rend possible l'échange d'expériences en vue de formuler et d'adopter des politiques et des programmes ayant fait leurs preuves pour accroître la production de biens et services provenant de l'agriculture familiale, combinés à des initiatives qui assurent, entre autres, l'accès de ces producteurs aux marchés locaux et à des contrats publics.

## La malnutrition

26. Pendant que la région progresse vers l'éradication de la faim, un autre grave problème lié à l'alimentation a fait son apparition au cours de ces dernières décennies. Il s'agit de la malnutrition due à un apport excessif de calories, qui se traduit par une forte incidence de la surcharge pondérale et de l'obésité, et dont la cause principale est une modification des habitudes alimentaire et du style de vie au sein des populations latino-américaines et caribéennes.

27. La malnutrition sous toutes ses formes – dénutrition, carences en micronutriments, surpoids et obésité – entraîne des coûts économiques et sociaux insoutenables pour les pays, quelque soit leur niveau de revenu. La prise de conscience des méfaits de la malnutrition a suscité la mise en œuvre d'une multiplicité de mesures qui tendent à l'atténuer puis, à moyen terme, à l'enrayer. La coopération Sud-Sud permet de diffuser auprès des pays qui le souhaitent les expériences et bonnes pratiques mises en œuvre dans d'autres pays de la région.

## L'attention vers les pays prioritaires

28. Haïti est l'un des pays du monde les plus vulnérables aux risques, aux catastrophes et aux changements climatiques. Ces dix dernières années, le pays a subi un séisme dévastateur (en janvier 2010), des vagues de sécheresse, des tempêtes tropicales et des ouragans, des inondations, des épidémies de choléra. Il a également essuyé une crise politique.

29. Les trente et unième et trente-deuxième Conférences régionales pour l'Amérique latine et les Caraïbes, tenues respectivement à Panama en 2010 et en Argentine en 2012 ont indiqué qu'Haïti devrait bénéficier en priorité du programme d'assistance technique de la FAO<sup>8</sup>. Pour donner suite à cette décision, le Brésil et la FAO ont libéré pendant l'exercice biennal 2012-2013 des ressources techniques et financières destinées à plusieurs projets de coopération Sud-Sud triangulaire. Par ailleurs, en novembre 2012, la FAO a promu une réunion technique régionale pour mobiliser la coopération Sud-Sud à l'appui du Plan de relance agricole<sup>9</sup>, à laquelle ont participé les représentants de dix pays, dont trois ont confirmé leur volonté d'élargir leur coopération en présentant des offres concrètes, et trois autres ont manifesté un intérêt potentiel pour certains domaines de coopération.

30. Haïti est partenaire de projets de coopération Sud-Sud bilatéraux avec l'Argentine, le Venezuela et Cuba, mais un élargissement de la coopération permettrait de créer des synergies et des complémentarités avec d'autres initiatives semblables.

## Les pays dits «à revenu intermédiaire» affrontent encore d'importants défis

31. Les revenus par habitant sont le principal critère utilisé pour déterminer le degré de développement des pays et octroyer les ressources financières provenant de coopération internationale. Conformément à ce critère, 72 pour cent des pays de la région Amérique latine et Caraïbes appartiennent à la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, 24 pour cent à celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 4 pour cent sont des pays à faible revenu.

32. Cependant, comme le souligne la CEPALC (2012), les pays sont très différents, non seulement par la taille et les conditions sociales, mais aussi par les conditions économiques et structurelles liée au potentiel de développement, au rendement économique, à leur participation au commerce mondial et autres caractéristiques. Les pays à revenu intermédiaire (PRI) sont appelés à surmonter un certain nombre de défis, en particulier de fortes inégalités sociales et une grande vulnérabilité aux chocs extérieurs couplées à des problèmes d'ordre institutionnel.

33. La coopération Sud-Sud est un outil important susceptible de contribuer aux efforts d'éradication de la pauvreté (les PRI abritent 41 pour cent de la population du monde en

<sup>8</sup> Par ailleurs, le premier Sommet de la CELAC, qui s'est tenu en 2013, a invité les gouvernements de la région à poursuivre leur collaboration en faveur du développement intégral de Haïti et ratifié la résolution adoptée lors de la première réunion des ministres des Affaires étrangères de la CELAC sur la coopération spéciale.

<sup>9</sup> Ce plan a pour objet, notamment, de relancer la production agricole, augmenter la productivité et les capacités de redressement, promouvoir l'agroindustrie et renverser le processus de dégradation des sols.

développement vivant avec moins de deux dollars par jour), de prévenir la régression sociale et économique et, enfin, de créer des pôles de développement à vocation régionale. En outre, la coopération Sud-Sud demeure un moyen important de favoriser le partage et la concrétisation de biens publics internationaux, comme la consolidation de la paix, la prévention des maladies contagieuses, la stabilité financière et la durabilité du point de vue de l'environnement.

### **Des solutions de développement à l'écoute des peuples autochtones et de la société civile**

34. Les 670 peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes, qui forment une population estimée aux alentours de 50 millions de personnes, sont les gardiens d'une identité culturelle. Les taux de pauvreté et d'insécurité alimentaire parmi les peuples autochtones sont trois fois plus élevés que dans le reste de la population de la région, mais ils peuvent être jusqu'à huit fois supérieurs à la moyenne régionale dans certains cas.

35. Le développement institutionnel au sein des pays de la région Amérique latine et Caraïbes est disparate. Toutefois, les politiques et programmes publics souffrent dans l'ensemble d'un défaut commun. En négligeant l'importance de la participation active des populations autochtones et celle des aspects socioculturels, ils rendent moins efficaces et durables les effets des mesures adoptées.

36. La coopération Sud-Sud peut contribuer de manière importante à l'échange d'expériences et au renforcement des capacités, dans le but d'améliorer l'environnement institutionnel, qui doit être plus réactif aux exigences de la coopération, et de rendre les États mieux à même d'inclure les peuples autochtones dans les processus de développement, en respectant leurs droits et leur point de vue. Dans le même esprit, la coopération Sud-Sud entre les organisations des peuples autochtones peut être un moyen important de renforcer les capacités et les résultats. Il convient également d'inclure cette dimension dans les politiques en matière de coopération Sud-Sud, tant bilatérale que triangulaire.

37. En ce qui concerne la participation d'acteurs divers, et en particulier de la société civile, au développement institutionnel, la région a connu une innovation radicale sous la forme de stratégies participatives, qui ont entraîné une vision plus critique et inclusive du développement, davantage centrée sur les segments les plus vulnérables de la population. Dans la région, plusieurs pays disposent d'un ensemble de politiques et de programmes dont la mise en œuvre prévoit une participation active de la société civile, une modalité qui a permis d'améliorer les résultats. L'échange Sud-Sud de ces expériences pourrait inciter d'autres pays à renforcer leurs capacités, surtout en ce qui concerne la conception de politiques innovantes destinées à éradiquer la faim.

### **Améliorer la portée et la précision des politiques de lutte contre la faim dans une optique de parité hommes-femmes**

38. La moitié des habitants des zones rurales de plus de 15 ans sont des femmes; 46 pour cent des femmes rurales de plus de 15 ans n'ont pas de revenus propres; le salaire moyen perçu par les femmes employées dans l'agriculture équivaut à 75 pour cent du salaire masculin. Pour libérer le monde de la faim et de la malnutrition, il est fondamental d'offrir les mêmes chances aux femmes et aux hommes et de faire en sorte que les femmes et les hommes profitent à égalité des conditions favorables découlant du développement durable ou d'interventions humanitaires.

39. Les politiques publiques des pays de la région ne sont pas indifférentes aux questions de parité hommes-femmes et leurs résultats influent à des degrés divers sur les hommes et les femmes appartenant aux différents segments de la population. Les États se sont efforcés d'incorporer progressivement les questions de parité hommes-femmes dans leurs politiques et programmes. Cependant, les disparités persistent.

40. L'égalité entre les sexes est un enjeu crucial pour l'éradication de la faim dans la région Amérique latine et Caraïbes; à cet égard, la coopération Sud-Sud pourrait constituer, entre pays du Sud, un canal d'échange continu d'idées, d'expériences, de connaissances, d'outils et de compétences dans tous les secteurs (agriculture, protection sociale, éducation, santé, environnement et autres).

#### **IV. Le nouveau cadre stratégique de la FAO**

41. La FAO a défini les domaines dans lesquels elle est particulièrement bien placée pour répondre aux exigences découlant des tendances mondiales du développement agricole et aux défis affrontés par ses États membres.

42. Suite à une analyse exhaustive des avantages comparatifs de la FAO, cinq objectifs stratégiques ont été établis. Ces objectifs définissent les principaux domaines de travail de l'Organisation à l'échelle mondiale: i) contribuer à l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition; ii) intensifier et améliorer la fourniture de biens et services provenant de l'agriculture, de la foresterie et des pêches de manière durable; iii) réduire la pauvreté rurale; iv) veiller à la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires plus ouverts; v) améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise.

43. Le programme de travail régional arrêté pour l'exercice biennal 2014-2015 dans le but de réaliser ces objectifs répond aux priorités qui ont été définies par les États membres lors de sessions passées de la Conférence régionale de la FAO pour la région Amérique latine et Caraïbes, à l'égard de défis qui restent à résoudre. De même, l'impact des activités de la FAO sera amélioré à travers le lancement d'Initiatives régionales destinées aux pays prioritaires, qui intégreront des activités relatives aux cinq objectifs ci-dessus.

44. Résoudre les problèmes découlant de la réalisation des priorités nationales et des objectifs stratégiques exige une utilisation élargie et plus efficace de la coopération Sud-Sud triangulaire, afin de contribuer au renforcement des institutions, des cadres normatifs et des interactions entre secteurs. Il faudra également déterminer de nouveaux mécanismes et instruments permettant de répondre avec plus de souplesse aux demandes d'assistance liées à des processus de développement ou à des situations d'urgence.

#### **V. La stratégie de la FAO en matière de coopération Sud-Sud**

Éradiquer la faim exige la conjugaison d'efforts, de connaissances et d'expériences.

45. Suite à l'ajustement du Cadre stratégique de l'Organisation et compte tenu de la participation croissante des pays à la coopération Sud-Sud, de l'importance que celle-ci revêt dans les processus sous-régionaux et régionaux mais aussi de son traitement à l'échelle mondiale et de la nécessité d'optimiser les ressources, la FAO a adapté sa stratégie de coopération Sud-Sud aux exigences déterminées par ce nouveau contexte.

46. Ainsi, depuis 2013, la FAO s'est dotée d'une nouvelle stratégie qui incorpore les leçons apprises au cours des 16 années de mise en œuvre de la coopération Sud-Sud triangulaire à l'appui de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, période pendant laquelle la coopération Sud-Sud a été mobilisée ans 15 pays partenaires pour appuyer les efforts de 52 autres pays.

47. Dans la nouvelle stratégie de la FAO, la coopération Sud-Sud est conçue comme un échange de solutions viables en matière le développement – savoir, expériences et bonnes pratiques, politiques, technologie et connaissances techniques, ressources – entre les pays de l'hémisphère Sud. Les avantages mutuels, la solidarité, le respect de la souveraineté, l'égalité et l'intervention fondée sur la demande sont les principes sur lesquels repose la coopération Sud-Sud.

48. Par une vision renouvelée, la stratégie de la FAO en matière de coopération Sud-Sud constitue un cadre de référence pour la participation de l'Organisation à ce type de coopération au niveau mondial, régional et national. Son but est de faciliter et encourager l'initiative nationale et le renforcement des capacités des pays membres, pour les rendre maîtres de leur propre développement.

49. Les activités menées au titre de la stratégie de coopération Sud-Sud de la FAO reposent sur quatre piliers:

- a) L'échange et l'adoption de solutions de développement touchant aux politiques, programmes, méthodes et technologies, ainsi que la mise en œuvre de processus tendant à améliorer, entre

autres, le caractère transsectoriel des activités, la participation de la société civile et le dialogue en matière de politiques.

- b) La promotion de plateformes susceptibles de constituer des réseaux de connaissances dans la sphère institutionnelle, en renforçant les capacités d'organisation par la création de liens entre institutions, créateurs d'innovation, organismes de promotion de la coopération Sud-Sud et utilisateurs de ces connaissances.
- c) La fourniture d'un appui aux responsables chargés de formuler les politiques de coopération Sud-Sud, vue comme une démarche importante pour obtenir un impact en matière le développement agricole.
- d) La création d'un environnement favorable à la mise en œuvre d'une coopération Sud-Sud efficace, par l'amélioration des capacités techniques au siège et dans les bureaux décentralisés de la FAO, la mobilisation de ressources adéquates et l'élargissement des associations et partenariats stratégiques.

## **VI. Le rôle de la FAO dans les processus de la coopération Sud-Sud**

50. Les deux dernières Conférence régionale de la FAO<sup>10</sup> ont souligné combien il était important de recourir plus largement à la coopération Sud-Sud, qui constitue dans la région un mécanisme prioritaire pour l'échange de solutions et d'expériences de développement. Parmi les avantages comparatifs offerts par la FAO en tant qu'organisme chargé de soutenir et de promouvoir la coopération Sud-Sud triangulaire, citons:

- a) La présence capillaire de la FAO à travers le réseau de ses bureaux de pays, qui permet de collaborer avec les autorités nationales et d'autres parties prenantes, mais aussi de déterminer leurs potentialités et les domaines dans lesquels un accompagnement est nécessaire.
- b) Sa présence et le dialogue entretenu avec les instances nationales, sous-régionales, qui permettent de fait converger l'attention sur les thèmes prioritaires. Jusqu'à présent, cette présence a servi à consolider et concerter les efforts de coopération, y compris au niveau mondial, pour lutter contre la faim. L'élaboration de plans de sécurité alimentaire constitue déjà un défi, mais pour les mettre en œuvre, il faut également réussir à mobiliser des ressources financières et techniques à travers la coopération Sud-Sud.
- c) Un autre avantage comparatif de la FAO dans le processus de coopération Sud-Sud triangulaire est l'accompagnement qu'elle fournit lors des processus de renforcement des capacités en matière de politiques, programmes, projets et technologies dans les pays, ce qui lui permet de déterminer le potentiel et les complémentarités de différentes initiatives de coopération Sud-Sud et d'œuvrer pour les recentrer sur les questions qui présentent un intérêt national, voire sous-régional.
- d) En tant qu'organisation du système des Nations Unies, la FAO se propose de travailler pour que les partenaires qui souscrivent des accords de coopération triangulaire respectent leurs engagements mutuels et se conforment aux principes de la coopération Sud-Sud, qui prévoient entre autres que les interventions aient un caractère transversal, respectent la souveraineté et l'obligation de rendre des comptes, et soient fondées sur la demande.
- e) La FAO fonctionne comme un réseau de connaissances qui utilise l'expérience de ses fonctionnaires hautement qualifiés dans les divers domaines, pour collecter, analyser et diffuser des informations utiles aux fins du développement. Un des avantages comparatifs de l'Organisation tient à sa capacité d'offrir ces connaissances à travers des actions de supervision technique et de garantir que les solutions de développement qu'elle propose soient les plus adaptées au contexte politique et institutionnel, social, environnemental et culturel des pays membres qui sont demandeurs en matière de coopération Sud-Sud.

---

<sup>10</sup> Paragraphes 1 et 40.

- f) La FAO engendre et partage des informations importantes sur l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles sous forme de biens publics mondiaux. Mais il ne s'agit pas d'un flux d'information unidirectionnel. La FAO joue un rôle de liaison, en sélectionnant les partenaires avec qui elle travaille, sur la base de leur expérience avérée, et en facilitant le dialogue entre ceux qui détiennent les connaissances et ceux qui en ont besoin, ce qui contribue à un apprentissage à double sens.
- g) En unissant les forces des divers partenaires, la FAO favorise les associations entre États, partenaires du développement, société civile et secteur privé. En matière de coopération Sud-Sud triangulaire, la FAO peut promouvoir la création de partenariats et faciliter la mobilisation de ressources; de nouveaux partenariats seront nécessaires pour diversifier les rôles, les expériences et les ressources susceptibles de contribuer au développement de la coopération Sud-Sud dans la région.

## VII. Indications demandées à la Conférence régionale

La Conférence régionale est invitée à:

- Demander à la FAO de continuer à accompagner les efforts des pays pour élargir la coopération Sud-Sud triangulaire en tant qu'instrument destiné à appuyer la lutte contre la faim et à faire converger l'attention sur les thèmes qui sont prioritaires dans la région.
- Reconnaître l'importance de l'action de la FAO visant à faciliter les initiatives de coopération Sud-Sud promues dans le cadre de la CELAC et d'ALBA-TCP Petrocaribe pour éradiquer la faim et la malnutrition, ainsi que les initiatives de coopération Sud-Sud triangulaire, avec le concours de la FAO, auxquelles participent déjà le Brésil, le Chili et prochainement le Venezuela, le Mexique (à travers l'initiative La Méso-Amérique libérée de la faim) et Cuba.
- Demander à la FAO, conjointement avec la CEPALC, de poursuivre et de soutenir l'action visant à faciliter, formuler et mettre en œuvre l'offre de coopération Sud-Sud promue par la République populaire de Chine avec la région Amérique latine et Caraïbes dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, afin que celle-ci contribue efficacement aux efforts régionaux, sous-régionaux et nationaux en cours.
- Prendre acte de l'action des pays de la région qui se sont mobilisés pour appuyer la mise en œuvre du Plan de relance de l'agriculture adopté par Haïti, à travers la coopération Sud-Sud, bilatérale ou triangulaire; lancer un appel à d'autres pays pour qu'ils donnent suite à leurs manifestations d'intérêt et demander à la FAO de continuer à soutenir cet effort.
- Demander à la FAO d'offrir des tribunes destinées à un échange d'informations et de connaissances aussi bien entre les pays de la région Amérique latine et Caraïbes qu'avec ceux d'autres régions, sur les options et modalités susceptibles d'accroître les flux de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire – en particulier sur les questions relatives à l'alimentation et à l'agriculture – et d'inciter les organismes et services nationaux chargés de la coopération Sud-Sud à les prendre davantage en considération.
- Reconnaître qu'il est important de compléter et d'organiser les efforts de coopération Sud-Sud bilatérale et triangulaire pour renforcer l'attention à l'égard des questions qui sont prioritaires pour la région et d'élargir la participation des divers acteurs (société civile).